

Donner droit de cité à la nature

PAR PIERRE LÉVY

1. Voir sur ce point le début de l'ouvrage de Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Cerf, 1990.

2. Marie-Angèle Hermitte, "reconnaître des droits... à la nature", in *L'état des sciences et des techniques*, La Découverte, Paris, 1991, pp. 59-61.

3. Michel Serres, *Le contrat naturel*, François Bourrin, 1990.

4. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, La Découverte, 1991.

5. Pierre Lévy, *Technologies de l'intelligence*, La Découverte, 1990.

6. Sophie Jacquot-David, "Le contrat naturel : une nouvelle mystique?" In *Esprit*, Juillet-Aout 1991, p. 150-153.

Du néolithique jusqu'au milieu du XX^e siècle, les hommes habitaient un paysage qu'ils avaient modelé, ils étaient entourés de plantes et d'animaux que leurs ancêtres avaient sélectionnés, élevés, cultivés depuis des temps immémoriaux. L'humanité vivait déjà dans une seconde nature. Et pourtant, on se représentait la cité des hommes comme une fragile enclave culturelle au milieu d'une nature indomptée, prête à revenir. La nature semblait se tenir à l'extérieur, face à la société...

Cette image est désormais caduque. Il n'y a plus d'enclave humaine au sein de la nature, mais une énorme cité hybride, en métamorphose permanente, qui englobe la nature dès qu'elle la touche. *Cosmopolis* est la cité-monde, la ville mélangée, peuplée de mille formes de vie, où nous évoluons désormais. Il n'y a plus d'ordre cosmique en arrière-fond des conventions humaines, plus d'extérieur sauvage à la culture, mais un chaosmos interlope aux limites incertaines, demi social et demi mondial, infiltré de technique : une troisième "nature". (1)

En même temps que les télévisions, les ordinateurs, les autoroutes et les avions, le développement industriel a fait entrer les forêts, l'atmosphère, l'uranium enrichi et les molécules d'ADN dans la cité. Notre patrie est une biosphère trafiquée.

Il n'est donc plus temps de "préserver l'environnement" ou de "défendre la nature", mais de **donner droit de cité à tous les habitants de cosmopolis**, humains et non-humains, naturels et artificiels, écosystèmes instables et machines hybrides. La notion même de citoyenneté doit être repensée.

Sujets de droits ?

Mais comment reconnaître des éléments de nature comme sujets de droit ? Marie Angèle Hermitte (2) rappelle que "le dix-neuvième siècle a beaucoup hésité à reconnaître la capacité juridique aux entreprises, aux associations, aux fondations. Et pourtant, le droit du travail aurait-il pu se développer sans la possibilité reconnue aux syndicats d'ester en justice ?" Mais donner des attributs juridiques ou politiques aux êtres et aux choses ne revient pas à les personnifier naïvement. Il y a des **personnes morales**. Le sujet de droit est une sorte de métaphore ou de représentant du sujet concret, qui lui permet de jouer un rôle sur la scène juridique ou politique.

Le **contrat naturel**, cher à Michel Serres (3), le **parlement des choses**, défendu par Bruno Latour (4), la **techno-démocratie**, que j'avais proposée dans *Les technologies de l'intelligence* (5), toutes ces expressions plus ou moins adroites visent la constitution d'une nouvelle citoyenneté cosmopolite, l'instauration de règles du jeu répondant à la situation contemporaine.

Une telle perspective pose apparemment des problèmes insurmontables à certains esprits. Qu'est-ce qu'une cité qui comprend des choses muettes ? Comment la forêt brésilienne ou la protéine participent-elles aux votes ? Quelle égalité ou quelle fraternité peut-il y avoir entre un écosystème, une molécule, une autoroute et un humain ?

Une des critiques les plus pertinentes du **Contrat naturel** a été énoncée par Sophie Jacquot-David (6). Première objection : "Le propre de la personne est de pouvoir exprimer une volonté. Dès lors, qui va parler au nom des choses qui, par nature, n'expriment rien ?" Seconde objection : "adopter la conception du contrat naturel, ce serait ramener l'homme au rang d'un élément de la nature parmi les autres. On reverrait alors poindre la notion d'ordre naturel, ou de nature sacrée, impossible à distinguer de l'imaginaire de la nature adoptée par une époque ou un pouvoir".

Les deux objections visent à maintenir étanche la frontière entre sujets et objets, entre nature et société. Le premier argument réaffirme que les choses ne seront jamais des sujets parce qu'elles ne parlent pas et n'ont pas de libre volonté. Le second argument rappelle que les humains sont des sujets autonomes et non des entités soumises à un ordre naturel ou sacré.



La voix des choses

Certes, les choses ne parlent pas, mais elles ont une voix. Et si nous ne les considérons pas comme des interlocuteurs, on peut au moins leur accorder le statut de partenaires. D'ailleurs, les plantes et les animaux, les milieux vivants comme la forêt ou la mer, ne sont-ils vraiment que des "choses" inertes ? Comment ignorer que la nature recèle des milliers de modes d'existence ayant leur autonomie et leur consistance propre. Même une mouche respire, sent, voit la lumière. Elle incarne un monde. Un monde plus pauvre, dites-vous ; mais qu'en savons-nous, selon quel critère ? Depuis qu'elle sévit sur la planète, notre espèce ravageuse a créé quelques formes fragiles et artificielles de plantes et d'animaux. Mais elle en a fait disparaître des milliers d'autres. Détruire une espèce. Comment mesurer l'énormité de ce crime ? (7) Et devant quel tribunal le juger ? Diminuer sans contrepartie la diversité de l'univers. Éliminer sans retour une manière de croître, de respirer, de sentir, de manger ; effacer une couleur du grand arc-en-ciel. Condamner au silence une voix qui était unique. Des milliers de voix. Avons-nous mesuré toutes les conséquences de ce jugement impitoyable : «ce ne sont pas des sujets, ils ne parlent pas...» Et pourtant, nous les entendons.

Rien ne nous empêche de donner des *représentants* à des espèces ou à des écosystèmes à qui seraient reconnus des droits. Cela n'implique pas nécessairement quelque tyrannie écologiste au nom de la nature, mais seulement de nouveaux espaces et de nouvelles procédures de négociation.

On oppose à la perspective de la cité cosmopolite la non-subjectivité des êtres naturels et leur incapacité à s'exprimer. Mais "les choses" ne sont pas les souches inertes et muettes que l'on croit, et les humains ne sont pas non plus les subjectivités superbement autonomes que l'on voudrait. Certes, il ne suffit pas d'abolir par décret une distinction conceptuelle pour faire disparaître du même coup sa pertinence. Il y a bien *de* l'objectivité et *de* la subjectivité, mais ce sont des pôles *conceptuels*, entre lesquels s'étend tout un continuum compliqué, et non des ensembles réels, nets et bien découpés entre lesquels on pourrait distribuer simplement les entités qui se présentent.

Venons-en maintenant à la deuxième objection de Sophie Jacquot-David, qui exprime la crainte de voir ramener les humains à des éléments naturels, privés d'autonomie, asservis à une conception sacralisée de l'ordre cosmique.

Définir une nouvelle cosmicité

Premièrement, pour être citoyens du monde, il nous faut déjà exister physiquement, et donc ne pas être morts irradiés, asphyxiés, empoisonnés, ou noyés sous les grandes eaux de l'effet de serre. Mais on ne peut se limiter à viser la survie ou la bonne santé. Le problème n'est pas seulement de rester sujets mais de savoir quels sujets nous voulons être. Or les sujets eux-mêmes sont saturés d'objectivité, ou plutôt de cosmicité.

Par l'intermédiaire des institutions auxquelles nous participons, du milieu techniquement déterminé



où nous baignons, de la nature historiquement datée qui nous sert de référence, c'est tout un cosmos qui pense et désire en nous. A ce titre, changer le cosmos, par exemple en synthétisant de nouvelles espèces végétales, en transformant les paysages, en instaurant des modes inédits de représentation sur des écrans interactifs, en mettant au point de nouvelles techniques médicales, c'est affecter les subjectivités collectives, leur ouvrir ou leur fermer des possibilités de vie, de pensée et d'émotions. *C'est par l'intermédiaire des subjectivités dans lesquelles ils se réfractent et qu'ils contribuent à former que tous les agents non-humains prennent déjà part au débat cosmopolitique.*

L'exigence de citoyenneté cosmopolite est plus qu'un écologisme crispé sur quelque patrimoine naturel, c'est l'instauration d'une délibération sur des projets de subjectivités collectives (8). Dans quels mondes voulons-nous vivre ?

Pour approfondir ces problèmes difficiles, abandonnons l'illusion de fleurir à quelque époque tardive de l'aventure humaine, post-moderne et désabusée. Nous vivons au "temps des origines", temps fabuleux tel que le rapportent les mythes, quand les métamorphoses peuvent encore se produire. Temps où toutes les durées coexistent, temps-origine de mille histoires en gerbe, avant que l'histoire n'ait commencé à couler.

7. La détruire sans nécessité, bien entendu. J'approuve sans réserve la disparition du microbe de la variole, si quelque rétroaction écologique ne vient pas compliquer les effets attendus ; je n'ai rien contre la vénérable tradition taumachique, et il m'arrive de manger du poisson.

8. On se situe ici dans une perspective notamment illustrée par Félix Guattari, dans *Les trois écologies*, Galilée, 1989.